

27.01.2026 – 00:30 Uhr

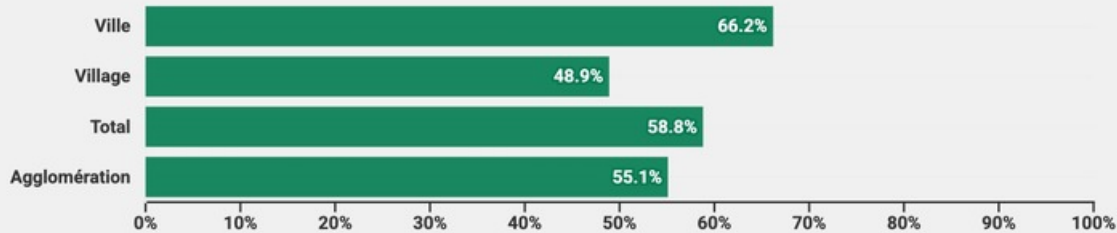
Communiqué de presse : Les Suissesses et Suisses souffrent de la pénurie de logements, mais rejettent les solutions structurelles

La majorité de la population suisse perçoit une pénurie de logements



La pénurie de logements est particulièrement sensible dans les villes

■ Consentement



Source : enquête représentative réalisée par l'institut de sondage et d'études de marché Innofact (1'039 personnes interrogées, décembre 2025).

comparis.ch

Communiqué de presse

Enquête représentative Comparis sur la pénurie de logements

Les Suissesses et Suisses souffrent de la pénurie de logements, mais rejettent les solutions structurelles

59 % de la population perçoit une pénurie de logements dans sa région, mais dans le même temps, les mesures structurelles visant à créer davantage d'espaces de vie sont rejetées. C'est ce qu'indique une enquête représentative de Comparis. Les femmes, en particulier, sont clairement opposées aux bâtiments plus hauts, à la construction plus dense et aux nouvelles zones à bâtir. « La Suisse est confrontée à un dilemme : la pénurie de logements est largement ressentie. Toutefois, les solutions réalistes sont bloquées au niveau politique et sociétal », déclare Harry Büsser, expert Immobilier Comparis. Il existe une voie politique pour augmenter le nombre de logements en construisant des bâtiments plus hauts dans les villes.

Zurich, le 27 janvier 2026 – La pénurie de logements en Suisse reste un sujet dominant du quotidien. 59 % de la population adulte perçoit une pénurie de logements disponibles dans sa région, et dans les villes, cette proportion atteint même 66 %. C'est ce qu'indique une enquête représentative de comparis.ch, qui opère le plus grand portail immobilier de Suisse.

Un rejet clair de la densification

Bien qu'une nette majorité de la population souffre d'une pénurie de logements, les mesures structurelles visant à résoudre le problème sont impopulaires : 50 % des participantes et participants à l'enquête rejettent la construction de bâtiments plus élevés (plus de six étages) dans leur commune. Seuls 45 % sont favorables à la création de logements supplémentaires.

68 % des personnes interrogées sont opposées à une construction plus dense avec moins d'espaces verts et des distances plus réduites. 66 % des personnes interrogées sont opposées à la création de nouvelles zones à bâtir au détriment des espaces agricoles ou verts. Seule la limitation des oppositions trouve une majorité relative : 47 % sont pour, 43 % contre.

« L'enquête montre que la Suisse a certes besoin de plus de logements, mais qu'elle ne sait pas d'où ils viendront. Nous voulons plus de logements, mais sans construire plus haut ni plus dense, sans toucher aux espaces verts ni limiter les oppositions », explique Harry Büsser, expert Immobilier du comparateur en ligne Comparis, qui opère le plus grand espace immobilier de Suisse. Il s'agit d'une contradiction : « Nous ne pouvons pas exiger plus de logements tout en empêchant tout changement structurel. C'est comme vouloir monter confortablement au sommet d'un gratte-ciel, mais refuser de construire un ascenseur », ajoute Harry Büsser.

Les citoyens et les jeunes sont prêts à accepter des immeubles plus hauts

Les jeunes de 18 à 35 ans (65 %) et la population urbaine (66 %) sont les plus touchés par la pénurie de logements. Il n'est donc pas étonnant que les jeunes et les citadins soient les plus susceptibles d'être favorables à des mesures structurelles visant à résoudre la pénurie de logements. 52 % des jeunes interrogés (18–35 ans) seraient prêts à construire plus haut (plus de six étages), et 54 % des citadins.

Des maisons plus hautes dans les zones urbaines pourraient donc être une voie politique pour augmenter le nombre de logements. « Faisons en sorte que les citadins prennent l'ascenseur plutôt que la voiture », déclare Harry Büsser. « D'autant plus que l'enquête montre que les immeubles plus hauts ne sont acceptés qu'en ville même — dans les agglomérations, l'opinion bascule immédiatement : seules 39 % des personnes interrogées y sont favorables. »

La majorité relative en faveur de la limitation des oppositions pourrait, si elle est habilement présentée sur le plan politique, devenir le deuxième moyen le plus probable d'obtenir davantage de logements. « Sans permis de construire plus rapides, les grues restent à l'arrêt. Et sans immeubles plus hauts, il n'y aura pas d'amélioration dans les villes », déclare Harry Büsser.

Les femmes perçoivent la pénurie de logements, mais rejettent les mesures qui y remédient

Bien que les hommes et les femmes perçoivent la pénurie de logements presque de la même manière (59 % contre 58 %), leurs attitudes à l'égard des mesures diffèrent considérablement : alors que 54 % des hommes sont favorables à des bâtiments plus hauts, les femmes ne sont que 36 % dans ce cas. Il en va de même pour les constructions plus denses (hommes 33 %, femmes 22 %) ou les nouvelles zones à bâtir (hommes 39 %, femmes 21 %). Les hommes seraient également plus enclins à limiter les oppositions (53 %) que les femmes (41 %).

« Les femmes portent souvent la charge principale de la famille et du voisinage. Les changements dans l'environnement de vie sont donc probablement davantage perçus comme une perte de qualité de vie », explique Harry Büsser. « Les hommes semblent penser de manière plus pragmatique et sont plus enclins à faire des compromis. Il se peut qu'ils aient encore tendance à assumer davantage la charge financière des loyers. »

Dans l'ensemble, la Suisse est confrontée à un avenir caractérisé par une forte demande de logements, une activité de construction trop faible et de grands obstacles politiques. L'expert souligne le champ de tension sociale auquel la politique du logement est confrontée : « L'augmentation massive des loyers touche tout le monde, mais les mesures qui y remédient divisent selon le sexe et l'âge. »

Dans le même temps, selon Harry Büsser, il n'est pas possible de prévoir si les solutions structurelles à la pénurie de logements rencontreront à l'avenir un plus grand assentiment. Elles sont aussi impopulaires que dans l'enquête précédente de mai 2025. Une seule question présentait une différence statistiquement significative : celle de savoir si l'on accepterait la désignation de nouvelles zones à bâtir, même si cela entraînait la perte d'espaces agricoles ou verts. 30 % des personnes interrogées y sont actuellement favorables, contre 25 % en 2025. L'opinion générale s'est donc quelque peu améliorée en faveur d'une augmentation de la construction de logements, mais elle est encore loin d'être majoritairement favorable.

« Les politiques et les maîtres d'ouvrage doivent faire preuve de patience, de courage et de bons arguments. Surtout à l'égard des femmes et dans les zones rurales », commente Harry Büsser. « Nous devons maintenant nous décider : voulons-nous lutter sérieusement contre la pénurie de logements ou simplement en parler ? Sans construire plus haut et sans accélérer les procédures d'autorisation de construire, la pénurie de logements ne fera que s'aggraver. »

Méthode

Enquête représentative réalisée par l'institut de sondage et d'études de marché Innofact pour le compte de comparis.ch en novembre 2025 auprès d'un échantillon de 1039 adultes issus de toutes les régions de Suisse.

Pour plus d'informations:

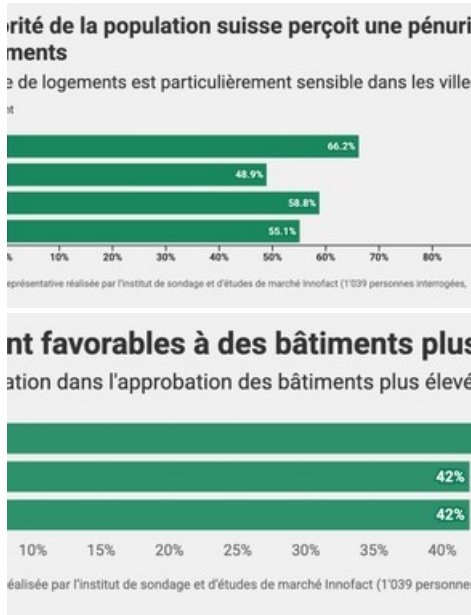
Harry Büsser
Expert Immobilier
Téléphone : 044 360 53 91
E-Mail: media@comparis.ch
comparis.ch

À propos de comparis.ch

Avec plus de 80 millions de visites par an, comparis.ch compte parmi les sites Internet les plus consultés de Suisse. L'entreprise compare les tarifs et les prestations des caisses maladie, des assurances, des banques et des

opérateurs télécom. Elle présente aussi la plus grande offre en ligne de Suisse pour l'automobile et l'immobilier. Avec ses comparatifs détaillés et ses analyses approfondies, elle contribue à plus de transparence sur le marché. comparis.ch renforce ainsi l'expertise des consommatrices et des consommateurs à la prise de décision. L'entreprise a été fondée en 1996 par l'économiste Richard Eisler. Il s'agit d'une société privée. Aujourd'hui encore, Comparis appartient majoritairement à son fondateur. Aucune autre entreprise ni l'État ne détient de participation dans Comparis.

Medieninhalte



Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003671/100938064> abgerufen werden.